



This document is a review of major human rights and democracy stories in the news in countries covered by the OHCHR Central Africa Regional Office. It is intended to inform stakeholders on human rights related developments in major news media in the sub region. The references of the proposed summaries are indicated in brackets to allow the recipients not only to possibly continue reading but also to understand that these choices do not imply the approval of the OHCHR Regional Office. Its content therefore does not reflect the views of OHCHR or that of the United Nations.

Droit à la Santé – Actualités liés au COVID-19

Congo : Covid-19 – Un mécanisme de surveillance des nouveaux variants sera mis en place

Les Dépêches de Brazzaville

06 Juillet 2021 - Parmi les nouvelles mesures prises par la Coordination nationale de gestion de la pandémie de covid-19, à l'issue de la réunion du 5 juillet, figure la mise en place d'une surveillance nationale des autres variantes de la maladie dont les implications épidémiologiques ne sont pas encore déterminées. [...] (Consulté en ligne <https://www.adiac-congo.com/content/covid-19-un-mecanisme-de-surveillance-des-nouveaux-variants-sera-mis-en-place-128462> le 07 juillet 2021).

Congo : Covid-19 – Le pays pourrait jeter près de 100 000 doses de vaccins non utilisées

VOA

04 Juillet 2021 - Les Autorités Du Congo — Brazzaville redoutent de mettre dans la poubelle d'ici à fin juillet entre 98.000 et 100.000 doses de vaccins chinois non utilisées. La population manifeste une grande réticence face à la campagne de vaccination contre la maladie Covid-19 lancée depuis des mois.

Plusieurs semaines déjà que les autorités se plaignent du désintéressement de la population pour les vaccins anti-covid. Le ministre de la Santé, Gilbert Mokoki, l'a dit devant les députés.

L'engouement des premiers jours de vaccination contraste avec l'hésitation d'aujourd'hui. Denis Christel Sassou Nguesso, ministre de la Coopération internationale et du Partenariat Public-privé, se dit embarrassé que les doses des vaccins Sinopharm ne soient pas toutes utilisées à temps. [...] (Consulté en ligne <https://www.voafrique.com/a/le-congo-pourrait-jeter-pr%C3%A8s-de-100-000-doses-de-vaccins-non-utilis%C3%A9es/5951097.html> le 07 juillet 2021).

Gabon : Covid-19 – La pandémie continue de sévir avec de nouveaux variants

VOA

30 Juin 2021 - La pandémie de la covid 19 continue de sévir dans certains pays. L' on parle de 3e vague et de reconfinement. C'est en tenant compte de cela que, le président Ali Bongo Ondimba a une fois de plus invité les Gabonais à respecter les gestes barrières et à se faire vacciner.

C'est via son compte twitter que le président gabonais Ali Bongo Ondimba a lancé un avertissement à la population. Il est vrai que les chiffres sont en constantes baisses pour les cas testés positifs, mais la prudence reste de mise, car sous d'autres cieux, le virus gagne du terrain. [...] (Consulté en ligne <http://gabonews.com/fr/actus/pandemie-covid-19/article/covid-19-la-pandemie-continue-de-sevir-avec-de> le 07 juillet 2021).

RD Congo : Covid-19 – La France place la RDC en zone rouge

RFI

06 Juillet 2021 - La France vient de classer la RDC, en « rouge » à cause d'une « circulation active du coronavirus » ainsi que « la présence de variant préoccupant » dans le pays. En RDC, c'est la circulation du variant Delta qui inquiète particulièrement les autorités françaises.

Cette décision de la France implique des contraintes supplémentaires pour les voyageurs venant de RDC et qui veulent se rendre dans l'Hexagone. Vingt-quatre pays dans le monde dont quatre sur le continent africain sont désormais classés « rouges » par Paris. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210706-covid-19-la-france-place-la-rd-congo-en-zone-rouge> le 07 juillet 2021).

FOCUS SUR LA TRANSITION AU TCHAD

Tchad : Deby fils à l'Élysée – Une visite aux allures d'un adoubement

Le Pays

05 Juillet 2021 - En visite d'amitié et de travail en France depuis le 4 juillet dernier, le chef de la junte militaire au pouvoir au Tchad, Mahamat Idriss Deby, le fils du défunt maréchal tchadien, a été reçu le 5 juillet 2021 au palais de l'Élysée, par le président français, Emmanuel Macron.

Au menu des échanges, les questions sécuritaires suite au retrait annoncé de la force française Barkhane, en prélude au prochain sommet du G5 Sahel dont le chef de la Transition tchadienne assure la présidence tournante héritée de son défunt père. [...] (consulté en ligne sur <https://lepays.bf/deby-fils-a-lelysee/> le 07 juillet 2021).

Tchad : Union africaine/Tchad – Le haut représentant de la discorde

L'Observateur Paalga

03 Juillet 2021 – ANALYSE – Tempête dans un verre d'eau, avis de brouille diplomatique, quand Mahamat Deby ne s'en laisse pas conter par Mahamat Faki : les caractérisations manquent le moins pour décrire le climat, actuellement tendu, entre la Commission de l'Union africaine (UA) et le Conseil militaire de transition (CMT) qui dirige le Tchad depuis la mort brutale du président-maréchal Deby le 20 avril dernier.

La cause de ce désamour, la nomination d'Ibrahima Fall par le Conseil paix et sécurité de l'organisation continentale en qualité de haut représentant pour accompagner les autorités du Tchad vers des échéances électorales. « Une nomination cavalière », selon les autorités tchadiennes, qui ne décolèrent pas de n'avoir pas été consultées ni même officiellement informées à ce sujet. Et voilà le diplomate sénégalais qui ronge son frein depuis 3 longues semaines afin d'être reçu à N'Djamena ! Finalement, cet envoyé spécial aura besoin d'un envoyé spécial pour faciliter l'exécution de sa mission. [...] (consulté en ligne sur http://www.observateur.bf/index.php?option=com_k2&view=item&id=5985 le 07 juillet 2021).

AUTRES ACTUALITES

Burundi: La libération de Germain Rukuki est une victoire pour les droits humains

Amnesty International

01 Juillet 2021 – COMMUNIQUÉ DE PRESSE

En réaction à la libération du défenseur burundais des droits humains Germain Rukuki après plus de quatre ans derrière les barreaux, Deprose Muchena, directeur régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe à Amnesty International, a déclaré : « La libération de Germain Rukuki est une formidable nouvelle. Il n'aurait jamais dû être emprisonné, car il a été arrêté, poursuivi et condamné uniquement en raison de son travail en faveur des droits humains. » [...] (consulté en ligne sur <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/07/burundi-release-of-germain-rukuki-a-victory-for-human-rights/> le 07 juillet 2021).

Cameroun: Gestion et réforme foncière – Les députés veulent du changement

Cameroon-Tribune

06 Juillet 2021 - Hier à l'Assemblée nationale, les élus ont dénoncé des pratiques et des irrégularités qui plombent ce secteur.

L'accaparement des terres au Cameroun par une minorité. Une préoccupation revenue plusieurs fois dans le plaidoyer des députés à l'endroit du ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, Henri Eyebe Ayissi. C'était au cours de la séance plénière spéciale sur la gestion et la réforme foncière, présidée par l'hon. Kombo Gberi, vice-président de l'Assemblée nationale. [...] (consulté en ligne sur <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/41019/en.html/gestion-reforme-fonciere-les-deputes-veulent-du-changement> le 07 juillet 2021).

Cameroun: Conseil National de la Communication – Une autorité à l'épreuve

Cameroon-Tribune

06 Juillet 2021 - Alors que persistent les dérives professionnelles, des manœuvres de défiance vis-à-vis de l'instance de régulation des médias, mettent à mal son action.

C'est peu dire que la nouvelle équipe du Conseil national de la Communication (CNC) a du pain sur la planche. Elle qui entre en scène dans un environnement complexifié par un vent de contestation de sa légitimité. Au cours des dernières années en effet, le Conseil a dû mener une bataille supplémentaire, celle d'asseoir son autorité face à des attitudes allant jusqu'à la défiance. L'instance n'est pas simplement trainée dans la boue. Il arrive que les professionnels ou les organes de presse sanctionnés saisissent les tribunaux et gagnent ces procès face au CNC, quand l'instance de régulation a infligé des sanctions pour dérives médiatiques. [...] (consulté en ligne sur <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/41003/en.html/conseil-national-de-la-communication-une-autorite> le 07 juillet 2021).

Cameroun: Justice – Sursis pour les responsables du saccage de l'ambassade du Cameroun à Paris

RFI

06 Juillet 2021 - Le verdict dans l'affaire dite du « saccage de l'ambassade du Cameroun à Paris » en 2019 a été rendu lundi 5 juillet à Paris contre trois personnalités de la BAS (Brigade anti-sardinards) mouvement d'opposition. Des personnalités considérées par les autorités camerounaises comme proches de l'opposant Maurice Kamto. C'est du sursis qui a été prononcé.

Les trois activistes jugés ont été condamnés à 3 ou 4 mois de prison avec sursis. Ainsi qu'à une amende de 127 euros chacun et à 4500 euros de dommages et intérêts précise un communiqué de la Brigade anti-sardinards. Il s'agit d'« une petite victoire pour la résistance Camerounaise de France », précise-t-il encore. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210705-justice-sursis-pour-les-responsables-du-saccage-de-l-ambassade-du-cameroun-%C3%A0-paris> le 07 juillet 2021).

Cameroun: Cameroon Accuses CAR Rebels of Stealing Cattle

Voice of America

06 July 2021 - Yaounde, Cameroon — Cameroon officials are accusing rebels from the Central African Republic of crossing the border and stealing cattle and abducting villagers for ransom. The officials say C.A.R. rebels are fleeing the country to escape post-election violence.

Officials in Cameroon accuse C.A.R. rebels of entering the country's territory and harassing civilians and others displaced by fighting in the neighboring country.

Officials say the rebels then take cattle and food from Cameroonian ranchers and farmers. About 30 civilians were abducted in June with demands for family members to pay ransoms of between \$1,000 to \$10,000 per person to guarantee their safe return. [...] (Accessed online at <https://www.voanews.com/africa/cameroon-accuses-car-rebels-stealing-cattle> on 07 July 2021).

Cameroon: Cameroon Decries Beheading of Government Troops by Suspected Separatists

Voice of America

06 July 2021 - Yaounde, Cameroon — There has been widespread condemnation in Cameroon of the killing and beheading of government troops and civilians, including an influential cleric, by suspected separatist fighters. Cameroonian officials say June was the bloodiest month of the year, with more than 40 people killed and 70 houses torched.

Cameroon's military says it was involved in at least 30 heavy gun battles with separatists in June. A military spokesman said Anglophone rebels massacred several dozen civilians and tried to blame the military. The statement by Army Captain Cyrille Serge Atonfack Guemo also said three troops were killed and beheaded in Bamali, an English-speaking northwestern village two weeks ago. [...] (Accessed online at <https://www.voanews.com/africa/cameroon-decries-beheading-government-troops-suspected-separatists> on 29 June 2021).

Cameroon: Internally Displaced Persons – Boosting Capacities of Host Cities

Cameroon Tribune

02 July 2021 - *The programme that concerns eight councils in the Littoral and West Regions will cost FCFA 8.3 billion.*

Eight local councils, four from the Littoral Region and four from the West Region will in the coming days receive financial and technical support required to manage the influx of internally displaced persons who have escaped from the security and socio-political crisis in the North West and South West Regions. [...] (Accessed online at <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/40934/en.html/internally-displaced-persons-boosting-capacities-of-host> on 07 July 2021).

Cameroon: Why Are Cameroonian Separatists Attacking Local Chiefs?

African Arguments

02 July 2021 – ANALYSIS – The recent murder of three chiefs highlights traditional leaders' role in the Anglophone crisis and suggests the conflict is far from over.

On 13 February 2021, a group of armed men stormed the town of Lebialem in Southwest Cameroon, dragged three traditional chiefs from their homes, and shot them dead. The attack was quickly attributed to secessionist rebels calling for an independent state of Ambazonia led by a man nicknamed Field Marshall.

This brutal assassination of three customary rulers was shocking, but not completely surprising. Customary rulers have come under attack since soon after the Anglophone crisis descended into violence in 2017. Several chiefs have been killed in the conflict, while many more have been kidnapped. [...] (Accessed online at <https://africanarguments.org/2021/06/anglophone-crisis-why-are-cameroonian-separatists-attacking-local-chiefs/> on 07 July 2021).

CAR: Daily Noon Briefings – Central African Republic Remains Tense

OCHA

02 July 2021 – In the Central African Republic (CAR), the situation remains tense in Alindao after Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) combatants regained control of strategic positions on 30 June, and following the departure of Russian bilateral forces towards Bokolobo the previous day.

MINUSCA received reinforcements and continues patrols in strategic places of the city, IDP gatherings and sites and humanitarian bases. Meanwhile, an attempted break-in into an international NGO base by armed elements was reported. [...] (Accessed online at <https://www.unocha.org/story/daily-noon-briefing-highlights-central-african-republic-ethiopia> on 07 July 2021).

CAR: Daily Noon Briefings – Central African Republic Remains Tense

Institute for Security Studies

30 June 2021 – The ongoing conflict in the Central African Republic (CAR) presents a conundrum for all stakeholders to resolve, despite plans and agreements to end it. The creation of the armed Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) - which tried to derail the country's elections and seize power in Bangui in January 2021 - has further complicated matters.

Recent skirmishes on the Chad-CAR border and ensuing tensions between the two countries show that a lasting solution to the question of armed groups can only be found through a coordinated regional response.

To this end, the African Union's (AU) Peace and Security Council (PSC) is currently undertaking a field mission to the country. The four-day trip started on 28 June and followed a joint visit by the AU, United Nations (UN), Economic Community of Central African States (ECCAS) and European Union (EU) to the CAR in early June. [...]

(Accessed online at <https://www.issafrica.org/iss-today/will-this-weeks-au-mission-to-car-deliver-a-change-in-strategy> 07 July 2021).

DR Congo: Daily Noon Briefings – Central African Republic Remains Tense

MONUSCO

05 July 2021 – The Special Representative of the United Nations Secretary General in the Democratic Republic of Congo (DRC), Bintou Keita, paid a working visit to South Kivu from June 30 to July 2. During this visit which took her to the interior of the province, she met, among others, with representatives of the displaced persons in the Hauts Plateaux, South of the province, in addition to inaugurating some quick impact projects.

Accompanied by the Congolese provincial authorities, Bintou Keita travelled to Mikenge and Bijambo on July 1 where, for at least two years, displaced people have found refuge around MONUSCO bases, following community conflicts and abuses by armed groups in this region. [...] (Accessed online at <https://monusco.unmissions.org/en/south-kivu-monusco-braced-facilitate-inter-community-dialogue-hauts-plateaux-return-peace> 07 July 2021).

DR Congo: DRC Soldiers Must Not Be Able to Attack Journalists With Impunity, RSF Says

RSF

28 June 2021 – Reporters Without Borders (RSF) calls on the authorities in the Democratic Republic of Congo to quickly identify and punish the soldiers who broke into a journalist's home this week in one of the two northeastern provinces where a state of siege in effect for the past six weeks is making journalism extremely difficult.

Freelance reporter Daniel Michombero told RSF that he was woken from his sleep on the night of 22 June by seven masked men in the uniforms of members of the DRC's armed forces, who used a hammer to smash a window and break into his home in Goma, the capital of Nord-Kivu province. [...] (Accessed online at <https://rsf.org/en/news/drc-soldiers-must-not-be-able-attack-journalists-impunity-rsf-says> 07 July 2021).

Gabon: Un syndicaliste affirme avoir été « kidnappé » et « maltraité » par des inconnus armés

RFI

07 Juillet 2021 - Mathurin Ovono Ebe, président de la section Université Omar Bongo du Syndicat national des enseignants et chercheurs (SNEC) affirme avoir été « kidnappé » et « maltraité » de nuit par des inconnus armés alors qu'il rentrait chez lui aux environs de 19h.

Le récit du professeur Mathurin Ovono Ebe fait froid dans le dos. Ce 28 juin, le syndicaliste vient de participer à un piquet de grève devant le portail de l'université Omar Bongo. Il rentre chez lui, il est 19h et Mathurin Ovono Ebe est enlevé à la descente du bus : « J'ai été enlevé par des hommes dans un minibus blanc, vitres fumées. Nous avons roulé une quarantaine de minutes avant de changer de véhicule, et avant de me mettre la cagoule et des menottes. J'ai été torturé, j'ai été interrogé : "Effacez-vous, on peut même vous faire disparaître. Nous savons les endroits que fréquentent vos enfants". » [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210707-gabon-un-syndicaliste-affirme-avoir-%C3%A9t%C3%A9-kidnapp%C3%A9-et-maltrait%C3%A9-par-des-inconnus-arm%C3%A9s> le 07 juillet 2021).

Gabon: 15 ans de prison pour trois militaires auteurs du coup d'Etat manqué de 2019

RFI

01 Juillet 2021 - À l'issue d'une audience qui a duré jusqu'aux petites heures du jeudi 1er juillet 2021, la cour militaire spéciale a condamné à 15 ans de prison le lieutenant Kelly Ondo, ainsi que deux membres de la garde républicaine. Les trois hommes sont condamnés pour leur rôle dans la tentative de coup d'État de janvier 2019. Les avocats des prévenus annoncent déjà des pourvois en cassation.

Pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État, association de malfaiteurs et vol, le lieutenant Kelly Ondo, chef du commando membre de la garde républicaine, a risqué très gros. Dans ses réquisitions, le procureur de la République a requis contre eux la réclusion criminelle à perpétuité et 100 millions de francs CFA d'amende. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210701-gabon-15-ans-de-prison-pour-trois-militaires-auteurs-du-coup-d-%C3%A9tat-manqu%C3%A9-de-2019> le 07 juillet 2021).

RCA: L'opposition conteste le comité d'organisation du dialogue républicain

RFI

06 Juillet 2021 - En Centrafrique, plusieurs grands mouvements d'opposition réagissent, ce lundi 5 juillet 2021, dans trois communiqués à la mise en place du comité d'organisation du dialogue républicain. Le décret présidentiel organisant ce comité a été signé le 30 juin, mais les différents mouvements d'opposition questionnent la composition de ce comité.

La position de l'opposition est unanime : ce comité est « déséquilibré ». Pour Martin Ziguélé, il y a de « graves manquements » qui ne sont pas de nature à conduire ce « rendez-vous dans la sérénité vers des résultats consensuels ». « Ce comité fait la part belle à la majorité présidentielle et ses différentes déclinaisons », dénonce Crépin Mbolli Goumba. « L'organisation du dialogue attendu doit être exemptée de suspicion », ajoute le leader de Patrie. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210706-centrafrique-l-opposition-conteste-le-comit%C3%A9-d-organisation-du-dialogue-r%C3%A9publicain> le 07 juillet 2021).

RCA: Les humanitaires s'inquiètent d'un accès aux populations de plus en plus difficile

RFI

01 Juillet 2021 - La situation sécuritaire s'est dégradée à nouveau ces derniers mois dans le pays. Pour les ONG qui travaillent sur le terrain, l'accès aux populations dans le besoin est souvent difficile. Ils sont devenus la cible récurrente d'attaques de la part de bandits ou de certains groupes armés. Samedi 26 juin, MSF a annoncé la mort d'une femme dans l'attaque d'un de ses convois, qui transportait des blessés dans le nord du pays.

Il y a des besoins absolument gigantesques. Dans un petit pays de cinq millions d'habitants, il y a 2,7 millions d'habitants qui sont en besoin. Il est vraiment important de porter davantage d'attention sur la situation dans ce pays en particulier. Y compris, aussi, à cause des violations du droit international humanitaire. Cela reste un des pays les plus dangereux pour les humanitaires et le travail humanitaire. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210701-centrafrique-les-humanitaires-s-inqui%C3%A8tent-d-un-acc%C3%A8s-aux-populations-de-plus-en-plus-difficile> le 07 juillet 2021).

RCA: Les autorités rejettent les conclusions du rapport des experts de l'ONU

RFI

30 Juin 2021 - Le ministère de la Défense réagit au rapport du panel d'experts de l'ONU publié dans la presse mardi. Il rejette les conclusions des experts, qui évoquent notamment des exactions attribuées aux forces armées et aux mercenaires russes déployés dans le pays.

Dans ce rapport mandaté par le Conseil de sécurité pour évaluer le respect de l'embargo sur les armes en vigueur en Centrafrique, les experts évoquent en détail les crimes commis par les groupes armés de la coalition CPC, ses moyens d'approvisionnement et la responsabilité de l'ancien président Bozizé. Ils évoquent également les exactions attribuées aux forces armées centrafricaines et aux paramilitaires russes déployés dans le pays ainsi que le recrutement de milices par le gouvernement centrafricain dans la lutte contre les rebelles. [...]

(Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210630-centrafrique-les-autorit%C3%A9s-rejettent-les-conclusions-du-rapport-des-experts-de-l-onu> le 07 juillet 2021).

RCA: Les experts de l'ONU détaillent les recrutements parallèles pour la sécurité

RFI

29 Juin 2021 - Publié ce mercredi, le dernier rapport des experts des Nations unies sur la Centrafrique est sévère. Il détaille sur une quarantaine de pages les violations des droits de l'homme commises par les différentes parties au conflit. Il pointe aussi ce que les experts nomment la « factionnalisation du secteur de la sécurité »... des membres de groupes armés ou de milices recrutés ou instrumentalisés par des membres du gouvernement et les forces de sécurité.

Ces groupes sont organisés pour opérer avec ou en soutien aux institutions de sécurité de l'État. Leurs éléments ont reçu un soutien financier, certains du matériel militaire détourné des stocks officiels prévus pour les Forces armées ou les forces intérieures de sécurité. Ceci en violation de l'embargo précise le rapport. D'autres, se sont vus promettre une intégration officielle dans l'armée ou les forces de sécurité intérieure. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210629-centrafrique-les-experts-de-l-onu-d%C3%A9taillent-les-recrutements-parall%C3%A8les-pour-la-s%C3%A9curit%C3%A9> le 07 juillet 2021).

RCA: Regain d'insécurité inquiétant à Bangui

DW

29 Juin 2021 - La ville de Bangui en Centrafrique enregistre une hausse des vols et des violences. Le couvre-feu et l'état d'urgence se révèlent insuffisants.

En janvier 2021, le gouvernement centrafricain a instauré un état d'urgence et un couvre-feu pour faire face à l'assaut conduit par les troupes rebelles sur la capitale Bangui. Pourtant, la ville connaît une hausse inquiétante des vols et des violences. Un phénomène qui contraint la police et la gendarmerie à accroître leur action auprès des populations. [...] (Consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202106300417.html> le 07 juillet 2021).

RD Congo: Promulgation de la loi sur la réforme de la CENI

Radio OKAPI

07 Juillet 2021 - Le président de la République Félix Tshisekedi a promulgué le 3 juillet, la loi portant organisation et fonctionnement de la commission électorale nationale indépendante (CENI).

Cette nouvelle loi a été adoptée le 4 juin à l'Assemblée nationale et le 11 juin dernier au Sénat, en seconde lecture avant que la Cour Constitutionnelle la déclare conforme à la constitution le 1er juillet. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.radiokapi.net/2021/07/07/actualite/politique/kinshasa-promulgation-de-la-loi-sur-la-reforme-de-la-ceni> le 07 juillet 2021).

RD Congo: Le recensement de la population, enjeu du respect du calendrier électoral

RFI

06 Juillet 2021 - Le gouvernement congolais veut organiser le recensement général de la population en prévision des prochaines élections de 2023. Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a réuni, lundi 5 juillet 2021 à Kinshasa, différents ministres pour relancer l'organisation du recensement. Le dernier recensement date de 1984. L'opposition voit dans l'organisation de cette coûteuse opération une manœuvre pour retarder la tenue des scrutins.

Tout le monde attend depuis plus de 37 ans de connaître le nombre exact d'habitants en République démocratique du Congo. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210706-rdc-le-recensement-de-la-population-enjeu-du-respect-du-calendrier-%C3%A9lectoral> le 07 juillet 2021).

RD Congo: Quel bilan de l'état de siège après deux mois ?

DW

06 Juillet 2021 - Cette mesure a été prise pour lutter contre les violences perpétrées en Ituri et dans le Nord-Kivu. Les effets de l'état de siège sont diversement appréciés.

Au moment de la proclamation de la mesure constitutionnelle qui prévoit l'instauration de l'état de siège en Ituri et dans le Nord-Kivu, elle était accompagnée de plusieurs instructions dont la fermeture des tribunaux civils au profit des tribunaux militaires.

Deux mois plus tard, les habitants constatent un vide juridique, car de nombreux justiciables ne peuvent plus se présenter devant leurs juges ordinaires. [...] (Consulté en ligne sur

<https://fr.allafrica.com/stories/202107070502.html> le 07 juillet 2021).

RD Congo: Le bureau du Sénat met le sénateur Augustin Matata Ponyo à la disposition de la justice

RFI

06 Juillet 2021 - La décision très attendue a été prise par le procureur de la Cour constitutionnelle à l'issue d'une rencontre, lundi 5 juillet 2021, entre le bureau de la chambre haute du Parlement congolais et l'ancien Premier ministre. L'ancien Premier ministre ne dispose plus de son immunité parlementaire.

Augustin Matata Ponyo a réagi, lundi 5 juillet, aux accusations contenues dans le réquisitoire envoyé par le procureur de la Cour constitutionnelle qui l'accuse de détournement des deniers publics. Cette fois, il s'agit des fonds destinés à l'indemnisation de victimes expatriés qui avaient perdu des biens immobiliers lors de l'opération de nationalisation des années 1973 et 1974. [...] (Consulté en ligne sur

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210706-rdc-le-bureau-du-s%C3%A9nat-met-le-s%C3%A9nateur-augustin-matata-ponyo-%C3%A0-la-disposition-de-la-justice> le 07 juillet 2021).

RD Congo: En cavale, l'ex-patron des renseignements, Kalev Mutond, refait surface

RFI

05 Juillet 2021 - En RDC, l'ancien chef de l'Agence nationale de renseignement (ANR) a donné signe de vie. Poursuivi pour arrestations arbitraires, traitement cruel, inhumain et dégradant, et tentative d'assassinat quand il était patron des services de renseignements, Kalev Mutond est entré en clandestinité en mars dernier. Un avis de recherche est lancé contre lui et de nombreuses perquisitions ont été réalisées dans ses résidences. [...] (Consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210704-rd-congo-en-cavale-l-ex-patron-du-renseignement-kalev-mutond-refait-surface> le 07 juillet 2021).

RD Congo: Attentats dans le Nord-Kivu – La population invitée à « ne pas tomber dans la provocation des terroristes »

Agenzia Fides

05 Juillet 2021 - Kinshasa — " Ne tombez pas dans le piège des ADF et de leurs alliés qui, avec les dernières attaques, mènent une guerre psychologique pour inciter la population à se rebeller contre l'état de siège ", indique une note envoyée à l'Agence Fides par la CEPADHO, une organisation de défense des droits de l'homme basée à Goma, capitale du Nord-Kivu (est de la République démocratique du Congo), où les attaques se sont intensifiées ces dernières semaines; elles sont attribuées aux Forces démocratiques alliées (ADF), acronyme original d'un groupe d'origine ougandaise qui a récemment déclaré son adhésion à l'État islamique. [...] (Consulté en ligne sur

<http://www.fides.org/fr/news/70444->

[AFRIQUE R D CONGO Attentats au Nord Kivu la population est invitée a ne pas tomber dans la provocation des terroristes](#) le 07 juillet 2021).

Tchad : L'ancien opposant Hassan Fadoul Kitir de retour au pays après 21 ans d'exil

RFI

01 Juillet 2021 - C'est la fin d'un long exil pour Hassan Fadoul Kitir. Ce proche du défunt président Idriss Deby Itno, réfugié au Togo depuis deux décennies est rentré au pays dans le cadre de la politique de la main tendue du Conseil militaire de transition qui dirige le pays depuis le mois d'avril.

L'information tournait sur les réseaux sociaux depuis quelques jours déjà. C'est finalement un tweet de la présidence annonçant une audience de Hassan Fadoul Kitir qui a officialisé son retour au pays. L'ex-opposant a regagné le Tchad après 21 ans d'exil en Afrique de l'Ouest. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210701-l-ancien-opposant-hassan-fadoul-kitir-de-retour-au-tchad-apr%C3%AAs-21-ans-d-exil> le 07 juillet 2021).

Tchad : Deux organisations de la société civile soutiennent les lauréats d'écoles professionnelles en grève de la faim

Journal du Tchad

01 Juillet 2021 - Une délégation conjointe de la CTDDH et du Mouvement Citoyen le Temps s'est rendu à la Bourse de travail ce 1er juillet. Ceci pour apporter leur soutien aux lauréats d'écoles professionnelles en grève de la faim. Les émissaires de la CTDDH et du Mouvement Le Temps ont exprimé leur solidarité et encouragé les lauréats à maintenir le cap. Ils invitent le gouvernement doit leur trouver une solution immédiatement à travers la mise sur pied d'une politique d'emploi crédible pour pallier au chômage massif des jeunes. [...] (consulté en ligne sur <https://www.journaldutchad.com/information-continu/deux-organisations-de-la-societe-civile-soutiennent-les-laureats-decoles-professionnelles-en-greve-de-la-faim/> le 07 juillet 2021).

*For further information and to be included into our mailing list please contact
Alain Bertrand Kamdem, Communication and Advocacy Assistant: akamdemsouop@ohchr.org*